



Séance ordinaire du mardi 22 mars 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-deux mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Ressources

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Christian ASSAF, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Florence AUBY, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Fanny DOMBRE-COSTE, Jean-Noël FOURCADE, Clara GIMENEZ, Frédéric LAFFORGUE, Sophiane MANSOURIA, Arnaud MOYNIER, Yvon PELLET, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Stéphanie JANNIN, Guy LAURET, Nicole MARIN-KHOURY, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL

Ressources - Relations institutionnelles entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier - Modification des services communs - Avenants aux conventions de services communs - Autorisation de signature

Monsieur Joël RAYMOND, Vice-Président, rapporte :

Le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 a créé la métropole dénommée « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. A la suite de cette création la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ont décidé de s'engager dans une démarche de convergence de leurs administrations, reposant sur la mutualisation progressive de leurs services, dans un esprit de coopération renforcée. Les dispositions de l'article L.5211-4-2 du Code général des collectivités territoriales définissent le cadre juridique pour la mise en œuvre de services communs entre un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre et une ou plusieurs de ses communes membres, en dehors des compétences transférées.

Depuis 2015, un certain nombre de services communs entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ont ainsi été créés.

Dans le cadre de la mise en place d'une nouvelle organisation des services dont l'ambition est d'offrir plus de lisibilité, de transparence et une meilleure efficacité de fonctionnement, en cohérence avec les objectifs de politiques publiques, des services communs correspondant aux différents pôles qui comprennent des directions à la fois de la Ville et de la Métropole ont été créés par délibération des assemblées délibérantes de la Métropole et de la Ville de Montpellier en date respectivement du 14 et 16 décembre 2021.

Les services communs ainsi créés ne comprennent que le poste de directeur. Au vue de l'avancée des réorganisations il convient d'élargir les services communs suivants afin de répondre aux enjeux organisationnels :

Le service commun **Pôle Numérique et Données**, qui s'inscrit dans la volonté de rassembler les équipes et les métiers du numérique afin de répondre aux enjeux de la transformation numérique des collectivités et de faciliter l'usage du numérique pour les agents.

Le service commun **Pôle Finances et Conseil en gestion** qui en tant que prestataire de services fournira un appui stratégique et tactique permettant aux autres Pôles de trouver dans la trajectoire de gestion du mandat les moyens d'un déploiement fluide et efficient du projet politique.

Le service commun **Pôle Développement Urbain**, afin de constituer un Pôle cohérent, à l'échelle de la Métropole, rassemblant les équipes autour des métiers de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme et de la politique de l'habitat.

Le service commun **Pôle Proximité Espaces Publics** dont la réorganisation permet de répondre aux enjeux suivants :

- Une gestion réactive de l'espace public au quotidien et en proximité avec les communes, enjeu renforcé au regard du pacte de gouvernance ;
- La mise en œuvre d'une gestion patrimoniale rationnelle sur les plans technique et financier qui contraste avec la superposition de 33 modes de gestion différents qui ont permis lors du précédent mandat d'assurer la continuité ;
- La construction d'une politique métropolitaine de l'espace public adaptée à chaque territoire, avec en particulier une politique volontariste de transformation de l'espace public au bénéfice des modes actifs, qui s'inscrit dans le cadre de la révision du pacte financier et fiscal.

Les conventions de services communs précisent les modalités de cette mise en commun et notamment les postes concernés ainsi que les clés de répartition financière entre la Ville et la Métropole pour chacun des services communs. Ces mutualisations font l'objet d'avis des comités techniques en date des 10 et 18 mars pour la Métropole et 17 et 25 mars pour la Ville.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes des avenants aux conventions des services communs Pôle Numérique et Données, Pôle Finances et Conseil en Gestion, Pôle Développement Urbain, Pôle Proximité Espaces Publics ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 78 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 6 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 31/03/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 31 mars 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220322-184708-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/03/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention DRIEV.pdf
- Convention PDU.pdf
- Convention PEPs.pdf
- Convention PFCG.pdf
- Convention PND.pdf
- Convention SAF.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.